

Projet de règlement grand-ducal relatif aux modalités de traitement des données à caractère personnel par l'Autorité nationale de Sécurité

I. Exposé des motifs

Le projet de règlement grand-ducal sous examen a pour objet de réglementer la matière du traitement des données à caractère personnel par l'Autorité nationale de Sécurité.

*

En application de l'article 17 paragraphe 1^{er} point b) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dénommée ci-après la « loi du 2 août 2002 »), les traitements des données à caractère personnel relatifs à la sûreté de l'État, à la défense et à la sécurité publique doivent faire l'objet d'un règlement grand-ducal.

Cette situation a été relevée à maintes reprises, d'une part, par la Commission d'enquête sur le Service de renseignement de l'État dans son rapport du 5 juillet 2013¹ et, d'autre part, par l'Autorité de contrôle instituée par l'article 17 de la loi du 2 août 2002 dans plusieurs de ses rapports annuels en évoquant que « [...] *les traitements relatifs à la sûreté de l'Etat font l'objet d'un règlement grand-ducal et qu'un tel règlement fait défaut*² »

Un premier projet de règlement grand-ducal a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 26 juillet 2013.

Suite au dépôt du projet de loi n°6961 portant modification 1. de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité et 2. du Code pénal à la Chambre des députés en date du 2 mars 2016, il a été jugé opportun de mettre à jour le projet de règlement grand-ducal et de l'adapter aux nouvelles dispositions dudit projet de loi pour des raisons de cohérence juridique et d'efficacité pratique.

*

Le projet de loi n°6961 autorise l'Autorité nationale de Sécurité d'une part à accéder à certaines banques de données en vue de la collecte de données à caractère personnel³ et d'autre part à traiter les informations collectées dans le cadre de ses missions. Conformément aux exigences retenues par le législateur en matière de traitement des données à caractère personnel, l'article 23, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité⁴ prévoit que le traitement des données à caractère personnel collectées par l'Autorité nationale de Sécurité est mis en œuvre par voie de règlement grand-ducal.

¹ Notamment page 36 du rapport de la Commission d'enquête.

² Rapport d'activité 2005-2006, autorité de contrôle « article 17 », page 10.

³ Article 1^{er}, point 21 du projet de loi 6961.

⁴ Article 1^{er}, point 25 du projet de loi 6961.

Par conséquent, le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet de fixer les modalités de ce traitement des données, les catégories de données collectées, les droits d'accès, la durée de conservation des données ainsi que les modalités d'archivage et de destruction.

*

L'objet premier du projet de règlement grand-ducal est de garantir, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, une protection adéquate des données à caractère personnel collectées par l'Autorité nationale de Sécurité dans le cadre de ses missions, moyennant la transparence requise et un encadrement plus strict de toutes les étapes de la collecte et du traitement des données à caractère personnel.

Le projet sous rubrique vise à concilier les impératifs de la sécurité nationale avec ceux de la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Plus précisément, le présent projet de règlement grand-ducal est dicté par les cinq considérations principales suivantes :

1. Respect du principe de nécessité.

Le projet de règlement grand-ducal énonce les données à caractère personnel qui peuvent être traitées par l'Autorité nationale de Sécurité et pour lesquelles il existe un rapport direct avec la finalité initiale du traitement, à savoir la réalisation des enquêtes de sécurité. Ces données ne sont donc pas uniquement utiles mais elles sont strictement nécessaires pour la réalisation des missions de l'Autorité nationale de Sécurité telles que définies à l'article 20 de la loi modifiée du 15 juin 2004 précitée⁵.

2. Respect du principe de proportionnalité.

Le projet de règlement grand-ducal précise l'envergure du traitement des données à caractère personnel en ce que la collecte des données sera strictement limitée aux besoins de la mission de l'Autorité nationale de Sécurité.

3. Conditions d'accès.

Le projet de règlement grand-ducal fixe les modalités en vue de déterminer les agents de l'Autorité nationale de Sécurité qui sont autorisés à enregistrer, à traiter et à modifier les données à caractère personnel collectées.

4. Délais de conservation.

Se conformant aux exigences quant au délai de conservation définies à l'article 4, point d) de la loi du 2 août 2002 disposant que les « *données sont conservées [...] pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées* », le présent projet de règlement grand-ducal définit de manière complète et

⁵ Article 1^{er}, point 21 du projet de loi 6961.

transparente les délais de conservation des données à caractère personnel, tant dans la partie active que dans la partie archives des fichiers de l'Autorité nationale de Sécurité.

5. Journalisation.

Finalement, une attention particulière a été portée à la journalisation des accès aux données à caractère personnel pour un meilleur suivi et contrôle des consultations ou des traitements effectués par les différents agents de l'Autorité nationale de Sécurité.

II. - Texte du projet de règlement grand-ducal

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 23 de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité ;

Vu l'avis de la Commission nationale pour la protection des données ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de notre Premier Ministre, Ministre d'Etat et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Chapitre 1^{er} – Dispositions générales

Art. 1^{er}.

(1) Le présent règlement a pour objet de fixer les modalités de traitement par l'Autorité nationale de Sécurité de données à caractère personnel dans tous les fichiers de données à caractère personnel de l'Autorité nationale de Sécurité tels que définis à l'article 2 (h) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dénommés ci-après « les fichiers ») en exécution de ses missions telles que définies à l'article 20 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

(2) Le directeur du Service de renseignement de l'État, en sa qualité de responsable du traitement des données au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, est responsable du respect et du contrôle des modalités de traitement des données à caractère personnel au sein de l'Autorité nationale de Sécurité définies dans le présent règlement. Il peut déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de ses obligations qui lui incombent en vertu du présent règlement au chargé de la protection des données visé à l'article 10, paragraphe 3, alinéa 2 de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'État.

Art. 2.

(1) Il est procédé au traitement des données à caractère personnel dans le contexte d'une enquête de sécurité exercée lors d'une demande d'habilitation de sécurité aux termes des articles 14 et 15 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité et ceci aux seules fins de la protection des pièces classifiées conformément aux intérêts visés à l'article 3 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la

classification des pièces et aux habilitations de sécurité et à l'article 3, paragraphe 1^{er} de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ou lors d'une enquête de sécurité demandée par des organisations internationales ou des services de sécurité étrangers conformément à l'article 20, 8^e tiret de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

(2) Les données à caractère personnel traitées par l'Autorité nationale de Sécurité dans le contexte d'une demande d'habilitation de sécurité par un ressortissant étranger occupant au Luxembourg un emploi nécessitant l'accès à des informations classifiées, sont soumises aux mêmes règles de protection définies dans le présent règlement pour les données à caractère personnel traitées dans le contexte d'une enquête de sécurité exercée lors d'une demande d'habilitation de sécurité aux termes des articles 14 et 15 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

Chapitre 2 – De la partie active

Art. 3.

Les données à caractère personnel relatives aux éléments énumérés à l'article 24bis de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité peuvent faire l'objet d'un traitement dans la partie active.

Art. 4.

Les données à caractère personnel traitées dans la partie active sont transférées dans la partie archives après l'écoulement des délais suivants:

- a) trois mois après la décision finale d'octroi ou de renouvellement de l'habilitation de sécurité du Premier ministre, ministre d'État;
- b) un mois après la communication des données aux organisations internationales ou des services de sécurité étrangers dans le cadre d'une enquête de sécurité au sens de l'article 20, 8^e tiret de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité ;
- c) six mois après la décision finale du Premier ministre, ministre d'État, de refus ou de retrait de l'habilitation de sécurité, renouvelable une fois en cas de recours en annulation contre la décision de refus ou de retrait;
- d) trois mois après le retrait par le demandeur d'habilitation de sa demande.

Chapitre 3 – De la partie archives

Art. 5.

La partie archives est destinée à recueillir des données à caractère personnel à des fins de contrôle interne et de statistiques, de compléments d'enquête en cas de renouvellement d'une habilitation de sécurité, de retraçage dans l'intérêt d'enquêtes ou de recherches futures ainsi que dans l'intérêt de l'article 13 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

Art. 6.

(1) Les données à caractère personnel peuvent être conservées dans la partie archives pendant les délais suivants :

- a) En cas de délivrance d'une habilitation de sécurité, les données à caractère personnel relatives au dossier sont conservées pendant la durée de validité de l'habilitation de sécurité aux termes de l'article 17 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.
- b) Sans préjudice d'une demande de renouvellement de l'habilitation, les données à caractère personnel seront effacées de la partie archives après l'expiration de la durée de validité de l'habilitation de sécurité.
- c) En cas de renouvellement de l'habilitation de sécurité, la durée de conservation des données à caractère personnel relatifs au dossier va être prolongée de la durée de validité de l'habilitation renouvelée aux termes de l'article 17 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.
- d) En cas de refus ou de retrait d'une habilitation de sécurité, les données à caractère personnel seront effacées de la partie archives après l'écoulement d'un délai de six mois suivant la décision de refus ou de retrait ou après l'écoulement d'un délai de cinq ans après que le candidat a cessé son activité requérant l'accès à des pièces classifiées. Lors d'un recours en annulation contre la décision de refus ou de retrait, les délais précités ne courent qu'à partir de la date où la décision de justice relative au recours a acquis force de chose jugée.
- e) Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre des enquêtes de sécurité effectuées conformément à l'article 20, 8^e tiret de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité sont effacées de la partie archives après l'écoulement d'un délai de dix ans.

(2) Sur demande écrite de l'agent en charge du dossier, le responsable du traitement ou son délégué en application de l'article 1^{er} peut décider de retransférer des données à caractère personnel archivées vers la partie active lorsqu'elles se rapportent à une personne qui fait l'objet d'une nouvelle enquête de sécurité ou qui a un lien direct avec une enquête de sécurité déterminée.

(3) Après l'expiration des délais mentionnés au paragraphe 1, et en l'absence d'un retransfert des données à caractère personnel vers la partie active en application du paragraphe 2, les données à caractère personnel sont effacées dans l'année courante.

Après l'effacement des données à caractère personnel de la partie archives et dans un but de retraçage et de protection des preuves dans l'intérêt de l'article 13 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, la fiche succincte visée à l'article 23, paragraphe 3 alinéa 2 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité sera conservée dans la partie archives pendant un délai de cinq ans.

Chapitre 4 – Des accès aux fichiers

Art. 7.

Le directeur du Service de renseignement de l'État décide de l'octroi, du refus et du retrait d'une autorisation d'accès à la partie active des agents de l'Autorité nationale de Sécurité nommément désignés par lui en fonction de leurs attributions.

Art. 8.

(1) Sur demande écrite d'un agent de l'Autorité nationale de Sécurité, le responsable du traitement ou son délégué peut délivrer une autorisation écrite d'accès ponctuel à la partie archives ou à la fiche succincte définie à l'article 23, paragraphe 3, alinéa 2 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité. L'agent de l'Autorité nationale de Sécurité autorisé à accéder à la partie archives ou à la fiche succincte précitée est habilité à consulter uniquement le contenu visé dans l'autorisation précitée.

(2) Lors de chaque accès à la partie archives ou à la fiche succincte précitée, les données de journalisation telles que définies à l'article 9 sont enregistrées et traitées selon la procédure y prévue. Le chargé de la protection des données veillera à conserver toute autorisation de consultation délivrée aux personnes visées au paragraphe 1^{er} pendant la durée de conservation des données de journalisation elles-mêmes.

Art. 9.

(1) Lors de chaque traitement de données à caractère personnel dans la partie active et dans la partie archives et lors de chaque traitement de données à caractère personnel inscrites dans la

fiche succincte précitée, les informations relatives à l'agent de l'Autorité nationale de Sécurité ayant procédé au traitement, le motif de l'accès, ainsi que la date et l'heure du traitement doivent être enregistrés.

(2) Les données de journalisation sont à effacer après un délai de trois ans après leur premier enregistrement, sauf lorsqu'elles font l'objet d'une procédure de contrôle. Dans ce cas, elles peuvent être conservées au-delà du délai de trois ans jusqu'à la clôture définitive de cette procédure.

Chapitre 5 – Dispositions finales

Art. 10.

Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit l'entrée en vigueur de la loi [...].

Art. 11.

Notre Premier ministre, ministre d'État, est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

III. Commentaire des articles

Ad article 1^{er}

Conformément à l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dénommée ci-après la « loi du 2 août 2002 ») auquel se réfère l'article 23, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité (dénommée ci-après la « loi ANS »), le traitement des informations collectées dans le cadre de la mission de l'Autorité nationale de Sécurité doit faire l'objet d'un règlement grand-ducal.

Le paragraphe 1^{er} du présent article précise l'objet du projet de règlement grand-ducal, à savoir la définition des modalités de traitement des données à caractère personnel dans tous les fichiers de données à caractère personnel de l'Autorité nationale de Sécurité. Les fichiers dont question ci-dessus visent « *tout ensemble structuré de données accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique* » tel que prévu à l'article 2 point h) de la loi du 2 août 2002.

Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} procède à la désignation du responsable du traitement. Eu égard à la multitude des tâches qui incombent au responsable du traitement en exécution des articles 22 et 23 de la loi du 2 août 2002, ce paragraphe prévoit la possibilité de déléguer ces tâches au chargé de la protection des données prévu à l'article 10, paragraphe 3, alinéa 2 de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'État. Cette faculté de délégation ne modifie pas la responsabilité à assumer par le responsable du traitement lui-même pour les mesures prises par son délégué.

Ad article 2

L'article 2 vise à répondre aux exigences de l'article 4, paragraphe 1^{er}, point a) de la loi du 2 août 2002 en ce qu'il dispose que les données à caractère personnel doivent être « *collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes* ».

L'article 2 énonce ainsi les finalités pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées dans les fichiers de l'Autorité nationale de Sécurité. Plus précisément, le traitement des données à caractère personnel ne pourra être réalisé que dans les cas légalement prévus à l'article 20 de la loi ANS, c'est-à-dire dans le cadre de l'exercice des missions de l'Autorité nationale de Sécurité.

In concreto, la collecte des données à caractère personnel dans les fichiers de l'Autorité nationale de Sécurité est destinée à servir exclusivement dans le contexte des enquêtes de sécurité visées à la loi ANS.

Ad article 3

Cet article énumère les différentes données à caractère personnel pouvant être légitimement traitées par l'Autorité nationale de Sécurité.

L'article 3 se réfère à l'article 24bis de la loi ANS qui dresse une liste exhaustive des critères de l'enquête de sécurité à prendre en compte afin d'évaluer la loyauté, l'intégrité, la fiabilité et la discrétion des requérants.

La collecte de ces données est nécessaire à l'Autorité nationale de Sécurité, eu égard à la nature et les missions propres de l'Autorité nationale de Sécurité, appelée à faire face, dans une perspective préventive de protection de la sécurité nationale à des menaces de compromission d'informations classifiées, par action, omission ou par négligence.

Il est important de mettre en évidence également que l'Autorité nationale de Sécurité délivre des habilitations de sécurité UE et OTAN qui permettent aux personnes habilitées d'accéder aux informations classifiées par ces organisations. Force est de constater dans ce contexte que le Conseil de l'Union européenne et l'OTAN autorisent, dans le cadre de ces demandes d'habilitation européennes et internationales, la collecte des mêmes données à caractère personnel que celles prévues par le présent projet de règlement.

Afin de permettre au Luxembourg d'offrir les mêmes garanties de protection des pièces classifiées que les organisations européennes et internationales en délivrant des habilitations de sécurité d'origine luxembourgeoise et dans un souci de cohérence et d'équivalence, il est important de collecter et de traiter le même type de données à caractère personnel.

De la même manière, le Luxembourg, au titre des accords de sécurité qu'il a conclu ou autres traités et conventions internationales, est tenu de garantir, à charge de réciprocité, la protection des pièces classifiées qui lui sont transmises par les États partis. Dans un but d'amélioration des échanges et du partage avec les autorités partenaires, le Luxembourg est ainsi soucieux de se doter de règles similaires à celles de nos pays voisins et donc de collecter les données analogues, nécessaires à une enquête de sécurité complète et réaliste, c.à.d. apte à obtenir les informations nécessaires pour une appréciation juste des critères de garanties exigées par la loi ANS.

Ad article 4

L'article 4 prévoit les principes de conservation et, par conséquent, les délais de conservation des données à caractère personnel dans la partie active des fichiers. Après l'écoulement de ces délais, les documents contenant ces données à caractère personnel sont obligatoirement archivés.

Ces délais de conservation ont été définis en conciliant l'impératif de la protection des intérêts fondamentaux de l'État avec la protection de la vie privée du candidat, de sorte qu'ils n'excèdent

pas la durée nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles les données sont collectées et traitées.

Ad article 5

L'article 5 prévoit les différents cas de figure et finalités pour lesquels les données personnelles collectées par l'Autorité nationale de Sécurité sont archivées.

Ces cas de figure concernent notamment :

- Le contrôle interne:

Lors de l'avènement d'un incident de sécurité ou de compromission, l'Autorité nationale de Sécurité doit être en mesure de réaliser des contrôles afin de vérifier si la personne suspectée de l'incident ou de la compromission détenait une habilitation de sécurité et, le cas échéant, elle devra vérifier le contenu de l'enquête de sécurité qui a été réalisée à l'époque en vue d'éventuelles anomalies ou incohérences.

En plus, l'Autorité nationale de Sécurité devra assister l'officier de sécurité de l'entité concernée dans la réalisation de l'enquête visée à l'article 13 de la loi ANS.

- Les besoins de compléments d'enquête:

Lorsqu'une enquête de sécurité sera réalisée en vue du renouvellement d'une habilitation de sécurité au sens de l'article 17 de la loi ANS ou bien lors de la réalisation d'une nouvelle enquête de sécurité dans le cadre de l'article 21bis, paragraphe 2 de la loi ANS, l'enquêteur en charge du dossier vérifie tout changement éventuel des données face aux éléments de l'enquête précédente.

Ad article 6

L'article 6 précise les suites qui pourront être réservées aux données à caractère personnel qui figurent dans la partie archives.

- a) Les données personnelles du dossier d'habilitation de sécurité seront conservées pendant toute la durée de vie de l'habilitation de sécurité. Cette durée de conservation est justifiée pour des raisons de responsabilité et d'imputabilité.

En effet, lorsqu'un incident de sécurité ou une compromission de pièces classifiées se produit, au niveau national ou bien au niveau international, l'Autorité nationale de Sécurité devra être en mesure d'y répondre et elle devra assister l'officier de sécurité lors de son enquête visée à l'article 13 de la loi ANS. Si les données avaient été effacées, l'enquête relative à la compromission ou à l'incident ne serait que difficilement réalisable en l'absence de toute preuve écrite.

Pourtant, l'Autorité nationale de Sécurité devra démontrer qu'une habilitation de sécurité a été délivrée et, le cas échéant, les éléments d'enquête de l'époque devront être analysés et contrôlés.

b) et c) En cas de renouvellement d'une habilitation de sécurité, la durée de conservation du dossier recommencera à courir à partir de la date de renouvellement de l'habilitation et ceci pour les mêmes raisons que celles exposées sous le point précédent.

Lorsque l'habilitation de sécurité ne sera pas renouvelée, les données seront évidemment effacées conformément au paragraphe 3.

d) Les délais de conservation des données personnelles en cas de refus ou de retrait d'une habilitation de sécurité sont les mêmes que ceux qui étaient antérieurement prévus à l'article 23 de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

Le projet de règlement précise de surcroît qu'en cas de recours devant le tribunal administratif, les délais de conservation pré-mentionnés ne courent qu'à partir de la décision de justice et ceci pour des raisons de conservation des preuves légales.

e) Afin d'aligner la législation luxembourgeoise à celle de nos services partenaires, les données personnelles collectées dans le cadre des enquêtes de sécurité demandées par les organisations internationales ou les services partenaires seront conservées pendant un délai fixe de dix ans, délai non renouvelable.

Le paragraphe 2 prévoit dans des cas exceptionnels la possibilité d'un retransfert du dossier d'habilitation de la partie archives à la partie active après autorisation écrite du responsable du traitement ou son délégué en application de l'article 1^{er}. Tel pourrait par exemple être le cas dans l'hypothèse développée à l'article 21bis, paragraphe 2 de la loi ANS, c.à.d. lorsque l'Autorité nationale de Sécurité a pris connaissance d'éléments « *suggérant que le titulaire d'une habilitation n'offre plus les garanties visées à l'article 15 paragraphe 2* » et qu'elle devra relancer à sa propre initiative une nouvelle enquête de sécurité sur cette personne, ou bien le cas d'un renouvellement d'une habilitation de sécurité au sens de l'article 17 de la loi ANS.

Lorsque les délais de conservation à la partie archives ont expiré, le dossier intégral, à l'exception de la fiche visée à l'article 23 paragraphe 3 de la loi ANS, sera effacé.

Selon le paragraphe 3, cette fiche ne sera pas effacée avec le dossier y afférent, mais elle sera désormais archivée pendant un délai de cinq ans. A l'expiration du délai de cinq ans, la fiche sera également effacée.

Ce délai de cinq ans se justifie pour des raisons de preuve légale. En effet, l'expérience a montré à l'Autorité nationale de Sécurité que des incidents de sécurité ou des compromissions ne peuvent apparaître que plusieurs années plus tard et que dans ces cas-là, l'Autorité nationale de Sécurité devra toujours être en mesure de répondre à l'enquête réalisée à cette fin et, le cas échéant, dans le cadre d'un recours administratif.

Ad article 7

L'article 7 confère au directeur du Service de renseignement de l'État le droit d'octroyer, de refuser ou de retirer une autorisation d'accès à la partie active des fichiers aux agents de l'Autorité nationale de Sécurité désignés à cette fin.

Les agents de l'Autorité nationale de Sécurité qui ne sont pas nommément désignés par le directeur n'ont aucun droit d'accès aux fichiers respectifs.

Ad article 8

L'article 8 réglemente les conditions et les modalités d'accès à la partie archives ou à la fiche succincte.

Conformément au paragraphe 1^{er} de l'article 8, les agents de l'Autorité nationale de Sécurité peuvent accéder à la partie archives de façon :

- limitée :

Les agents de l'Autorité nationale de Sécurité peuvent accéder à la partie archives seulement après autorisation ponctuelle du responsable du traitement ou de son délégué. En outre, ils ne peuvent accéder qu'aux seules données pour lesquelles ils ont formulé une demande motivée.

- contrôlée :

L'accès est garanti uniquement après autorisation préalable du responsable du traitement ou de son délégué, qui opère donc un contrôle de la demande d'accès et qui apprécie la motivation et la nécessité d'accès.

- sécurisée :

L'agent de l'Autorité nationale de Sécurité ne peut accéder qu'aux seules données visées par l'autorisation du responsable du traitement ou de son délégué.

Le paragraphe 2 réglemente la journalisation stricte de chaque consultation des données archivées au sens des règles prévues à l'article 9 du présent projet de règlement grand-ducal.

Ad article 9

Le paragraphe 1^{er} de l'article 9 précise les règles de journalisation applicables à chaque traitement de données à caractère personnel dans la partie active ou la partie archives. Il est entendu que cette journalisation concerne, en vertu de la définition du traitement par l'article 2 point r) de la loi du 2 août 2002, notamment la collecte de données, l'ajout de données supplémentaires, la modification de données, la suppression de données, mais également le simple accès aux données.

La journalisation du traitement des données fait partie des standards internationalement admis en matière de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Elle est indispensable à une vérification précise et détaillée des dispositions relatives

au traitement des données, alors qu'elle permet de retracer *a posteriori* les tenants et aboutissants relatifs à chaque consultation de données.

À cet effet, les données de journalisation ne peuvent être effacées qu'après l'écoulement d'un délai approprié défini au paragraphe 2.

Ad article 10

Cet article prévoit la date de publication du règlement.

Pour des raisons d'ordre pratique et de mise en œuvre des mesures définies au présent projet de règlement grand-ducal, il a été jugé plus réaliste de prévoir une entrée en vigueur différée du règlement.

Ad article 11

Le dernier article prévoit la formule exécutoire d'usage en la matière.

Projet de règlement grand-ducal relatif aux modalités de traitement des données à caractère personnel par l'Autorité nationale de Sécurité

I. Exposé des motifs

Le projet de règlement grand-ducal sous examen a pour objet de réglementer la matière du traitement des données à caractère personnel par l'Autorité nationale de Sécurité.

*

En application de l'article 17 paragraphe 1^{er} point b) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dénommée ci-après la « loi du 2 août 2002 »), les traitements des données à caractère personnel relatifs à la sûreté de l'État, à la défense et à la sécurité publique doivent faire l'objet d'un règlement grand-ducal.

Cette situation a été relevée à maintes reprises, d'une part, par la Commission d'enquête sur le Service de renseignement de l'État dans son rapport du 5 juillet 2013¹ et, d'autre part, par l'Autorité de contrôle instituée par l'article 17 de la loi du 2 août 2002 dans plusieurs de ses rapports annuels en évoquant que « [...] *les traitements relatifs à la sûreté de l'Etat font l'objet d'un règlement grand-ducal et qu'un tel règlement fait défaut*² »

Un premier projet de règlement grand-ducal a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 26 juillet 2013.

Suite au dépôt du projet de loi n°6961 portant modification 1. de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité et 2. du Code pénal à la Chambre des députés en date du 2 mars 2016, il a été jugé opportun de mettre à jour le projet de règlement grand-ducal et de l'adapter aux nouvelles dispositions dudit projet de loi pour des raisons de cohérence juridique et d'efficacité pratique.

*

Le projet de loi n°6961 autorise l'Autorité nationale de Sécurité d'une part à accéder à certaines banques de données en vue de la collecte de données à caractère personnel³ et d'autre part à traiter les informations collectées dans le cadre de ses missions. Conformément aux exigences retenues par le législateur en matière de traitement des données à caractère personnel, l'article 23, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité⁴ prévoit que le traitement des données à caractère personnel collectées par l'Autorité nationale de Sécurité est mis en œuvre par voie de règlement grand-ducal.

¹ Notamment page 36 du rapport de la Commission d'enquête.

² Rapport d'activité 2005-2006, autorité de contrôle « article 17 », page 10.

³ Article 1^{er}, point 21 du projet de loi 6961.

⁴ Article 1^{er}, point 25 du projet de loi 6961.

Par conséquent, le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet de fixer les modalités de ce traitement des données, les catégories de données collectées, les droits d'accès, la durée de conservation des données ainsi que les modalités d'archivage et de destruction.

*

L'objet premier du projet de règlement grand-ducal est de garantir, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, une protection adéquate des données à caractère personnel collectées par l'Autorité nationale de Sécurité dans le cadre de ses missions, moyennant la transparence requise et un encadrement plus strict de toutes les étapes de la collecte et du traitement des données à caractère personnel.

Le projet sous rubrique vise à concilier les impératifs de la sécurité nationale avec ceux de la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Plus précisément, le présent projet de règlement grand-ducal est dicté par les cinq considérations principales suivantes :

1. Respect du principe de nécessité.

Le projet de règlement grand-ducal énonce les données à caractère personnel qui peuvent être traitées par l'Autorité nationale de Sécurité et pour lesquelles il existe un rapport direct avec la finalité initiale du traitement, à savoir la réalisation des enquêtes de sécurité. Ces données ne sont donc pas uniquement utiles mais elles sont strictement nécessaires pour la réalisation des missions de l'Autorité nationale de Sécurité telles que définies à l'article 20 de la loi modifiée du 15 juin 2004 précitée⁵.

2. Respect du principe de proportionnalité.

Le projet de règlement grand-ducal précise l'envergure du traitement des données à caractère personnel en ce que la collecte des données sera strictement limitée aux besoins de la mission de l'Autorité nationale de Sécurité.

3. Conditions d'accès.

Le projet de règlement grand-ducal fixe les modalités en vue de déterminer les agents de l'Autorité nationale de Sécurité qui sont autorisés à enregistrer, à traiter et à modifier les données à caractère personnel collectées.

4. Délais de conservation.

Se conformant aux exigences quant au délai de conservation définies à l'article 4, point d) de la loi du 2 août 2002 disposant que les « *données sont conservées [...] pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées* », le présent projet de règlement grand-ducal définit de manière complète et

⁵ Article 1^{er}, point 21 du projet de loi 6961.

transparente les délais de conservation des données à caractère personnel, tant dans la partie active que dans la partie archives des fichiers de l'Autorité nationale de Sécurité.

5. Journalisation.

Finalement, une attention particulière a été portée à la journalisation des accès aux données à caractère personnel pour un meilleur suivi et contrôle des consultations ou des traitements effectués par les différents agents de l'Autorité nationale de Sécurité.

II. - Texte du projet de règlement grand-ducal

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 23 de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité ;

Vu l'avis de la Commission nationale pour la protection des données ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de notre Premier Ministre, Ministre d'Etat et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Chapitre 1^{er} – Dispositions générales

Art. 1^{er}.

(1) Le présent règlement a pour objet de fixer les modalités de traitement par l'Autorité nationale de Sécurité de données à caractère personnel dans tous les fichiers de données à caractère personnel de l'Autorité nationale de Sécurité tels que définis à l'article 2 (h) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dénommés ci-après « les fichiers ») en exécution de ses missions telles que définies à l'article 20 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

(2) Le directeur du Service de renseignement de l'État, en sa qualité de responsable du traitement des données au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, est responsable du respect et du contrôle des modalités de traitement des données à caractère personnel au sein de l'Autorité nationale de Sécurité définies dans le présent règlement. Il peut déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de ses obligations qui lui incombent en vertu du présent règlement au chargé de la protection des données visé à l'article 10, paragraphe 3, alinéa 2 de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'État.

Art. 2.

(1) Il est procédé au traitement des données à caractère personnel dans le contexte d'une enquête de sécurité exercée lors d'une demande d'habilitation de sécurité aux termes des articles 14 et 15 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité et ceci aux seules fins de la protection des pièces classifiées conformément aux intérêts visés à l'article 3 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la

classification des pièces et aux habilitations de sécurité et à l'article 3, paragraphe 1^{er} de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ou lors d'une enquête de sécurité demandée par des organisations internationales ou des services de sécurité étrangers conformément à l'article 20, 8^e tiret de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

(2) Les données à caractère personnel traitées par l'Autorité nationale de Sécurité dans le contexte d'une demande d'habilitation de sécurité par un ressortissant étranger occupant au Luxembourg un emploi nécessitant l'accès à des informations classifiées, sont soumises aux mêmes règles de protection définies dans le présent règlement pour les données à caractère personnel traitées dans le contexte d'une enquête de sécurité exercée lors d'une demande d'habilitation de sécurité aux termes des articles 14 et 15 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

Chapitre 2 – De la partie active

Art. 3.

Les données à caractère personnel relatives aux éléments énumérés à l'article 24bis de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité peuvent faire l'objet d'un traitement dans la partie active.

Art. 4.

Les données à caractère personnel traitées dans la partie active sont transférées dans la partie archives après l'écoulement des délais suivants:

- a) trois mois après la décision finale d'octroi ou de renouvellement de l'habilitation de sécurité du Premier ministre, ministre d'État;
- b) un mois après la communication des données aux organisations internationales ou des services de sécurité étrangers dans le cadre d'une enquête de sécurité au sens de l'article 20, 8^e tiret de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité ;
- c) six mois après la décision finale du Premier ministre, ministre d'État, de refus ou de retrait de l'habilitation de sécurité, renouvelable une fois en cas de recours en annulation contre la décision de refus ou de retrait;
- d) trois mois après le retrait par le demandeur d'habilitation de sa demande.

Chapitre 3 – De la partie archives

Art. 5.

La partie archives est destinée à recueillir des données à caractère personnel à des fins de contrôle interne et de statistiques, de compléments d'enquête en cas de renouvellement d'une habilitation de sécurité, de retraçage dans l'intérêt d'enquêtes ou de recherches futures ainsi que dans l'intérêt de l'article 13 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

Art. 6.

(1) Les données à caractère personnel peuvent être conservées dans la partie archives pendant les délais suivants :

- a) En cas de délivrance d'une habilitation de sécurité, les données à caractère personnel relatives au dossier sont conservées pendant la durée de validité de l'habilitation de sécurité aux termes de l'article 17 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.
- b) Sans préjudice d'une demande de renouvellement de l'habilitation, les données à caractère personnel seront effacées de la partie archives après l'expiration de la durée de validité de l'habilitation de sécurité.
- c) En cas de renouvellement de l'habilitation de sécurité, la durée de conservation des données à caractère personnel relatifs au dossier va être prolongée de la durée de validité de l'habilitation renouvelée aux termes de l'article 17 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.
- d) En cas de refus ou de retrait d'une habilitation de sécurité, les données à caractère personnel seront effacées de la partie archives après l'écoulement d'un délai de six mois suivant la décision de refus ou de retrait ou après l'écoulement d'un délai de cinq ans après que le candidat a cessé son activité requérant l'accès à des pièces classifiées. Lors d'un recours en annulation contre la décision de refus ou de retrait, les délais précités ne courent qu'à partir de la date où la décision de justice relative au recours a acquis force de chose jugée.
- e) Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre des enquêtes de sécurité effectuées conformément à l'article 20, 8^e tiret de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité sont effacées de la partie archives après l'écoulement d'un délai de dix ans.

(2) Sur demande écrite de l'agent en charge du dossier, le responsable du traitement ou son délégué en application de l'article 1^{er} peut décider de retransférer des données à caractère personnel archivées vers la partie active lorsqu'elles se rapportent à une personne qui fait l'objet d'une nouvelle enquête de sécurité ou qui a un lien direct avec une enquête de sécurité déterminée.

(3) Après l'expiration des délais mentionnés au paragraphe 1, et en l'absence d'un retransfert des données à caractère personnel vers la partie active en application du paragraphe 2, les données à caractère personnel sont effacées dans l'année courante.

Après l'effacement des données à caractère personnel de la partie archives et dans un but de retraçage et de protection des preuves dans l'intérêt de l'article 13 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, la fiche succincte visée à l'article 23, paragraphe 3 alinéa 2 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité sera conservée dans la partie archives pendant un délai de cinq ans.

Chapitre 4 – Des accès aux fichiers

Art. 7.

Le directeur du Service de renseignement de l'État décide de l'octroi, du refus et du retrait d'une autorisation d'accès à la partie active des agents de l'Autorité nationale de Sécurité nommément désignés par lui en fonction de leurs attributions.

Art. 8.

(1) Sur demande écrite d'un agent de l'Autorité nationale de Sécurité, le responsable du traitement ou son délégué peut délivrer une autorisation écrite d'accès ponctuel à la partie archives ou à la fiche succincte définie à l'article 23, paragraphe 3, alinéa 2 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité. L'agent de l'Autorité nationale de Sécurité autorisé à accéder à la partie archives ou à la fiche succincte précitée est habilité à consulter uniquement le contenu visé dans l'autorisation précitée.

(2) Lors de chaque accès à la partie archives ou à la fiche succincte précitée, les données de journalisation telles que définies à l'article 9 sont enregistrées et traitées selon la procédure y prévue. Le chargé de la protection des données veillera à conserver toute autorisation de consultation délivrée aux personnes visées au paragraphe 1^{er} pendant la durée de conservation des données de journalisation elles-mêmes.

Art. 9.

(1) Lors de chaque traitement de données à caractère personnel dans la partie active et dans la partie archives et lors de chaque traitement de données à caractère personnel inscrites dans la

fiche succincte précitée, les informations relatives à l'agent de l'Autorité nationale de Sécurité ayant procédé au traitement, le motif de l'accès, ainsi que la date et l'heure du traitement doivent être enregistrés.

(2) Les données de journalisation sont à effacer après un délai de trois ans après leur premier enregistrement, sauf lorsqu'elles font l'objet d'une procédure de contrôle. Dans ce cas, elles peuvent être conservées au-delà du délai de trois ans jusqu'à la clôture définitive de cette procédure.

Chapitre 5 – Dispositions finales

Art. 10.

Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit l'entrée en vigueur de la loi [...].

Art. 11.

Notre Premier ministre, ministre d'État, est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

III. Commentaire des articles

Ad article 1^{er}

Conformément à l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dénommée ci-après la « loi du 2 août 2002 ») auquel se réfère l'article 23, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité (dénommée ci-après la « loi ANS »), le traitement des informations collectées dans le cadre de la mission de l'Autorité nationale de Sécurité doit faire l'objet d'un règlement grand-ducal.

Le paragraphe 1^{er} du présent article précise l'objet du projet de règlement grand-ducal, à savoir la définition des modalités de traitement des données à caractère personnel dans tous les fichiers de données à caractère personnel de l'Autorité nationale de Sécurité. Les fichiers dont question ci-dessus visent « *tout ensemble structuré de données accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique* » tel que prévu à l'article 2 point h) de la loi du 2 août 2002.

Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} procède à la désignation du responsable du traitement.

Eu égard à la multitude des tâches qui incombent au responsable du traitement en exécution des articles 22 et 23 de la loi du 2 août 2002, ce paragraphe prévoit la possibilité de déléguer ces tâches au chargé de la protection des données prévu à l'article 10, paragraphe 3, alinéa 2 de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'État. Cette faculté de délégation ne modifie pas la responsabilité à assumer par le responsable du traitement lui-même pour les mesures prises par son délégué.

Ad article 2

L'article 2 vise à répondre aux exigences de l'article 4, paragraphe 1^{er}, point a) de la loi du 2 août 2002 en ce qu'il dispose que les données à caractère personnel doivent être « *collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes* ».

L'article 2 énonce ainsi les finalités pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées dans les fichiers de l'Autorité nationale de Sécurité. Plus précisément, le traitement des données à caractère personnel ne pourra être réalisé que dans les cas légalement prévus à l'article 20 de la loi ANS, c'est-à-dire dans le cadre de l'exercice des missions de l'Autorité nationale de Sécurité.

In concreto, la collecte des données à caractère personnel dans les fichiers de l'Autorité nationale de Sécurité est destinée à servir exclusivement dans le contexte des enquêtes de sécurité visées à la loi ANS.

Ad article 3

Cet article énumère les différentes données à caractère personnel pouvant être légitimement traitées par l'Autorité nationale de Sécurité.

L'article 3 se réfère à l'article 24bis de la loi ANS qui dresse une liste exhaustive des critères de l'enquête de sécurité à prendre en compte afin d'évaluer la loyauté, l'intégrité, la fiabilité et la discrétion des requérants.

La collecte de ces données est nécessaire à l'Autorité nationale de Sécurité, eu égard à la nature et les missions propres de l'Autorité nationale de Sécurité, appelée à faire face, dans une perspective préventive de protection de la sécurité nationale à des menaces de compromission d'informations classifiées, par action, omission ou par négligence.

Il est important de mettre en évidence également que l'Autorité nationale de Sécurité délivre des habilitations de sécurité UE et OTAN qui permettent aux personnes habilitées d'accéder aux informations classifiées par ces organisations. Force est de constater dans ce contexte que le Conseil de l'Union européenne et l'OTAN autorisent, dans le cadre de ces demandes d'habilitation européennes et internationales, la collecte des mêmes données à caractère personnel que celles prévues par le présent projet de règlement.

Afin de permettre au Luxembourg d'offrir les mêmes garanties de protection des pièces classifiées que les organisations européennes et internationales en délivrant des habilitations de sécurité d'origine luxembourgeoise et dans un souci de cohérence et d'équivalence, il est important de collecter et de traiter le même type de données à caractère personnel.

De la même manière, le Luxembourg, au titre des accords de sécurité qu'il a conclu ou autres traités et conventions internationales, est tenu de garantir, à charge de réciprocité, la protection des pièces classifiées qui lui sont transmises par les États partis. Dans un but d'amélioration des échanges et du partage avec les autorités partenaires, le Luxembourg est ainsi soucieux de se doter de règles similaires à celles de nos pays voisins et donc de collecter les données analogues, nécessaires à une enquête de sécurité complète et réaliste, c.à.d. apte à obtenir les informations nécessaires pour une appréciation juste des critères de garanties exigées par la loi ANS.

Ad article 4

L'article 4 prévoit les principes de conservation et, par conséquent, les délais de conservation des données à caractère personnel dans la partie active des fichiers. Après l'écoulement de ces délais, les documents contenant ces données à caractère personnel sont obligatoirement archivés.

Ces délais de conservation ont été définis en conciliant l'impératif de la protection des intérêts fondamentaux de l'État avec la protection de la vie privée du candidat, de sorte qu'ils n'excèdent

pas la durée nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles les données sont collectées et traitées.

Ad article 5

L'article 5 prévoit les différents cas de figure et finalités pour lesquels les données personnelles collectées par l'Autorité nationale de Sécurité sont archivées.

Ces cas de figure concernent notamment :

- Le contrôle interne:

Lors de l'avènement d'un incident de sécurité ou de compromission, l'Autorité nationale de Sécurité doit être en mesure de réaliser des contrôles afin de vérifier si la personne suspectée de l'incident ou de la compromission détenait une habilitation de sécurité et, le cas échéant, elle devra vérifier le contenu de l'enquête de sécurité qui a été réalisée à l'époque en vue d'éventuelles anomalies ou incohérences.

En plus, l'Autorité nationale de Sécurité devra assister l'officier de sécurité de l'entité concernée dans la réalisation de l'enquête visée à l'article 13 de la loi ANS.

- Les besoins de compléments d'enquête:

Lorsqu'une enquête de sécurité sera réalisée en vue du renouvellement d'une habilitation de sécurité au sens de l'article 17 de la loi ANS ou bien lors de la réalisation d'une nouvelle enquête de sécurité dans le cadre de l'article 21bis, paragraphe 2 de la loi ANS, l'enquêteur en charge du dossier vérifie tout changement éventuel des données face aux éléments de l'enquête précédente.

Ad article 6

L'article 6 précise les suites qui pourront être réservées aux données à caractère personnel qui figurent dans la partie archives.

- a) Les données personnelles du dossier d'habilitation de sécurité seront conservées pendant toute la durée de vie de l'habilitation de sécurité. Cette durée de conservation est justifiée pour des raisons de responsabilité et d'imputabilité.

En effet, lorsqu'un incident de sécurité ou une compromission de pièces classifiées se produit, au niveau national ou bien au niveau international, l'Autorité nationale de Sécurité devra être en mesure d'y répondre et elle devra assister l'officier de sécurité lors de son enquête visée à l'article 13 de la loi ANS. Si les données avaient été effacées, l'enquête relative à la compromission ou à l'incident ne serait que difficilement réalisable en l'absence de toute preuve écrite.

Pourtant, l'Autorité nationale de Sécurité devra démontrer qu'une habilitation de sécurité a été délivrée et, le cas échéant, les éléments d'enquête de l'époque devront être analysés et contrôlés.

b) et c) En cas de renouvellement d'une habilitation de sécurité, la durée de conservation du dossier recommencera à courir à partir de la date de renouvellement de l'habilitation et ceci pour les mêmes raisons que celles exposées sous le point précédent.

Lorsque l'habilitation de sécurité ne sera pas renouvelée, les données seront évidemment effacées conformément au paragraphe 3.

d) Les délais de conservation des données personnelles en cas de refus ou de retrait d'une habilitation de sécurité sont les mêmes que ceux qui étaient antérieurement prévus à l'article 23 de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

Le projet de règlement précise de surcroît qu'en cas de recours devant le tribunal administratif, les délais de conservation pré-mentionnés ne courent qu'à partir de la décision de justice et ceci pour des raisons de conservation des preuves légales.

e) Afin d'aligner la législation luxembourgeoise à celle de nos services partenaires, les données personnelles collectées dans le cadre des enquêtes de sécurité demandées par les organisations internationales ou les services partenaires seront conservées pendant un délai fixe de dix ans, délai non renouvelable.

Le paragraphe 2 prévoit dans des cas exceptionnels la possibilité d'un retransfert du dossier d'habilitation de la partie archives à la partie active après autorisation écrite du responsable du traitement ou son délégué en application de l'article 1^{er}. Tel pourrait par exemple être le cas dans l'hypothèse développée à l'article 21bis, paragraphe 2 de la loi ANS, c.à.d. lorsque l'Autorité nationale de Sécurité a pris connaissance d'éléments « *suggérant que le titulaire d'une habilitation n'offre plus les garanties visées à l'article 15 paragraphe 2* » et qu'elle devra relancer à sa propre initiative une nouvelle enquête de sécurité sur cette personne, ou bien le cas d'un renouvellement d'une habilitation de sécurité au sens de l'article 17 de la loi ANS.

Lorsque les délais de conservation à la partie archives ont expiré, le dossier intégral, à l'exception de la fiche visée à l'article 23 paragraphe 3 de la loi ANS, sera effacé.

Selon le paragraphe 3, cette fiche ne sera pas effacée avec le dossier y afférent, mais elle sera désormais archivée pendant un délai de cinq ans. A l'expiration du délai de cinq ans, la fiche sera également effacée.

Ce délai de cinq ans se justifie pour des raisons de preuve légale. En effet, l'expérience a montré à l'Autorité nationale de Sécurité que des incidents de sécurité ou des compromissions ne peuvent apparaître que plusieurs années plus tard et que dans ces cas-là, l'Autorité nationale de Sécurité devra toujours être en mesure de répondre à l'enquête réalisée à cette fin et, le cas échéant, dans le cadre d'un recours administratif.

Ad article 7

L'article 7 confère au directeur du Service de renseignement de l'État le droit d'octroyer, de refuser ou de retirer une autorisation d'accès à la partie active des fichiers aux agents de l'Autorité nationale de Sécurité désignés à cette fin.

Les agents de l'Autorité nationale de Sécurité qui ne sont pas nommément désignés par le directeur n'ont aucun droit d'accès aux fichiers respectifs.

Ad article 8

L'article 8 réglemente les conditions et les modalités d'accès à la partie archives ou à la fiche succincte.

Conformément au paragraphe 1^{er} de l'article 8, les agents de l'Autorité nationale de Sécurité peuvent accéder à la partie archives de façon :

- limitée :
Les agents de l'Autorité nationale de Sécurité peuvent accéder à la partie archives seulement après autorisation ponctuelle du responsable du traitement ou de son délégué. En outre, ils ne peuvent accéder qu'aux seules données pour lesquelles ils ont formulé une demande motivée.
- contrôlée :
L'accès est garanti uniquement après autorisation préalable du responsable du traitement ou de son délégué, qui opère donc un contrôle de la demande d'accès et qui apprécie la motivation et la nécessité d'accès.
- sécurisée :
L'agent de l'Autorité nationale de Sécurité ne peut accéder qu'aux seules données visées par l'autorisation du responsable du traitement ou de son délégué.

Le paragraphe 2 réglemente la journalisation stricte de chaque consultation des données archivées au sens des règles prévues à l'article 9 du présent projet de règlement grand-ducal.

Ad article 9

Le paragraphe 1^{er} de l'article 9 précise les règles de journalisation applicables à chaque traitement de données à caractère personnel dans la partie active ou la partie archives. Il est entendu que cette journalisation concerne, en vertu de la définition du traitement par l'article 2 point r) de la loi du 2 août 2002, notamment la collecte de données, l'ajout de données supplémentaires, la modification de données, la suppression de données, mais également le simple accès aux données.

La journalisation du traitement des données fait partie des standards internationalement admis en matière de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Elle est indispensable à une vérification précise et détaillée des dispositions relatives

au traitement des données, alors qu'elle permet de retracer *a posteriori* les tenants et aboutissants relatifs à chaque consultation de données.

À cet effet, les données de journalisation ne peuvent être effacées qu'après l'écoulement d'un délai approprié défini au paragraphe 2.

Ad article 10

Cet article prévoit la date de publication du règlement.

Pour des raisons d'ordre pratique et de mise en œuvre des mesures définies au présent projet de règlement grand-ducal, il a été jugé plus réaliste de prévoir une entrée en vigueur différée du règlement.

Ad article 11

Le dernier article prévoit la formule exécutoire d'usage en la matière.
